

Etats-Unis : la pression des contestations populaires

Célia Belin

Chargée de mission à la Direction de la prospective

juin 2012

Depuis six ans, l'Amérique est ballottée par de grands mouvements de balanciers politiques tels qu'elle n'en avait pas connus depuis celui de 1992-1994. La société américaine, embourbée dans ses opérations militaires extérieures, confrontée à de graves difficultés économiques et assaillie par une angoisse de déclin politique et économique, a connu une mobilisation populaire intense prenant la forme de contestations de rue et/ou d'appel aux urnes.

Un premier grand mouvement de balancier a lieu aux élections de mi-mandat de 2006, lorsque, portés par le mécontentement des Américains à l'égard de l'Irak et du conservatisme bushiste, les Démocrates reprennent le contrôle de la Chambre des

Les carnets du CAP

Représentants pour la première fois depuis 12 ans (233-202), parviennent à l'égalité au Sénat (49-49, deux indépendants) et obtiennent une majorité d'Etats (28 gouverneurs sur 50). Cet élan démocrate se confirme en 2008 au Congrès (257-178 à la Chambre des Représentants ; 57-41 au Sénat) et à la présidence avec le triomphe de Barack Obama, jeune, métis et *outsider*, reflet de l'impatience des Américains vis-à-vis de leurs élites dirigeantes habituelles. Ce mouvement amenant au pouvoir les Démocrates est suivi de deux autres, bousculant la société américaine de droite et de gauche.

LA CONTESTATION IDÉOLOGIQUE (2008-2011) – LE *TEA PARTY*

Si l'élection de Barack Obama donne pour un temps l'illusion d'une unité nationale retrouvée¹, l'Amérique entame rapidement un nouveau mouvement de balancier : la crise économique, l'impopularité des premières décisions de la nouvelle Administration et le choc de l'élection d'un métis pour l'Amérique blanche et chrétienne déclenche une immense contre-offensive de la droite américaine, d'abord sur Internet et dans les milieux extrémistes puis au sein d'une grande partie de l'électorat conservateur.

Hausses des impôts, des dépenses publiques et de l'endettement : le rejet de l'Etat fédéral par le *Tea Party*

Le vote de plusieurs grandes lois fin 2008-début 2009 a structuré un mouvement de colère diffus : le plan de relance de l'économie (*stimulus package*), le plan de renflouement des banques et des entreprises automobiles (*bail-out*), le rachat des avoirs toxiques (*TARP - Troubled assets relief programs*) ou le plan de sauvetage des prêts immobiliers défaillants sont perçus comme des dérives du *Big Government* qui fausse les règles de la concurrence au détriment des travailleurs et des producteurs de richesse. Ces lois sont venues nourrir une effervescence

Etats-Unis : la pression des contestations populaires

contestataire existante, née d'une profonde déception à l'égard du conservatisme dépensier de George W. Bush, d'une crise économique déstabilisatrice et anxiogène et d'un rejet viscéral du projet et de la personnalité du président Obama.

Faisant écho à l'appel à manifester du journaliste Rick Santelli (CNBC), des groupuscules d'Américains moyens, furieux de régler la note de banquiers sans scrupules et d'entreprises en faillite, se rassemblent à partir de juillet 2009 derrière le terme *Tea Party*. En reprenant à leur compte la symbolique des colons américains qui jetèrent des caisses de thé dans les eaux du port de Boston pour manifester leur rejet des taxes imposées par la Couronne britannique (1773), les *Tea partiers* modernes contestent un système d'imposition perçu comme injuste² et un étatisme jugé abusif.

La grogne s'amplifie à l'été 2009 autour des consultations publiques sur la très difficile réforme du système d'assurance-santé, colère attisée par l'explosion du chômage et les saisies des biens immobiliers (*foreclosures*).

Utilisant les mêmes moyens de mobilisation que le candidat Obama en 2008 – militants sur le terrain, réseaux sociaux, nouvelles technologies – la mouvance *Tea Party*, désormais financée par de riches donateurs (tels que les frères milliardaires de Koch Industries) et leurs organisations (*Freedom Works, Americans for Prosperity*), s'organise sur le terrain et à Washington, se professionnalise et gagne des soutiens politiques majeurs (Sarah Palin). Des manifestations monstres³ impressionnent les medias qui s'entichent du phénomène.

Force et faiblesse du *Tea Party* : trois caractéristiques

Le phénomène *Tea Party* a trois caractéristiques qui font sa force et sa faiblesse : il revendique son rigorisme idéologique ; il entérine le sursaut d'une génération de retraités déclassés ; et il rassemble des mouvances diverses et souvent incompatibles.

Les carnets du CAP

Les militants du *Tea Party* prônent le rigorisme idéologique, mélange de pensée libertarienne et conservatrice : ils érigent en principe absolu l'interdiction d'augmenter les impôts et l'obligation de baisser les dépenses de l'Etat. Ce purisme antiétatique s'accompagne d'une nostalgie pour un idéal inatteignable, celui d'une Amérique guidée par la seule Constitution, et d'une volonté de revenir à un âge d'or qui n'a jamais existé, incarné par les Pères fondateurs et Ronald Reagan. On retrouve au sein du *Tea Party* les caractéristiques classiques du populisme : opposition entre peuple vertueux et élites corrompues, croyance dans les vertus d'une démocratie directe et simplifiée, rejet des identités alternatives ou étrangères⁴. Le *Tea Party* oppose d'ailleurs volontiers le peuple travailleur, plein de bon sens et de courage, aux élites intellectuelles déconnectées, qui ont la prétention de faire de l'ingénierie sociale.

Comme l'a montré la sociologue Theda Skocpol⁵, le *Tea Party* est composé en grande partie d'Américains de la classe moyenne, d'un âge avancé, retraités ou salariés et entrepreneurs en fin de carrière, qui s'inquiètent de l'évolution de la société américaine dans un sens qui les défavorise. Bien qu'attachés à certains programmes sociaux (*Medicare*, *Social Security* ou subventions aux vétérans), ils s'alarment face à la dégradation de leurs conditions de vie et nourrissent une certaine rancœur contre la jeunesse, les pauvres et les immigrés, jugés irresponsables, paresseux et pique-assiette (*free loaders*).

Lorsque le *Tea Party* gagne de l'ampleur en 2009 et 2010, de multiples courants de la droite conservatrice s'y agrègent : libertariens, prônant une réduction drastique de la taille du gouvernement dans tous les domaines, conservateurs fiscaux, Chrétiens conservateurs, défenseurs des valeurs morales, mais aussi patriotes, prêts à prendre les armes pour défendre la Constitution, militants anti-immigration, *birthers* (réclamant le certificat de naissance du président Obama qu'ils jugent illégitime), et enfin islamophobes, racistes, conspirationnistes et/ou fanatiques. Si ce mélange éclectique a donné au mouvement sa verve, il a aussi nui profondément à son image et limité son influence.

Etats-Unis : la pression des contestations populaires

Elections de mi-mandat : la vague *Tea Party*, incontestable sans être une déferlante

En novembre 2010, après deux années de crise économique profonde et de législations controversées (réforme de la santé, plans de sauvetage, etc.), les Républicains reprennent la Chambre des Représentants en gagnant 63 sièges (242-193) et resserrent l'écart au Sénat en passant de 41 à 47 sièges. Ils gagnent en outre six sièges de gouverneurs, dans des Etats cruciaux pour la présidentielle. La victoire est historique et elle s'explique en grande partie par l'énergie politique des activistes du *Tea Party*, ce que confirment les sondages de sortie des urnes : 40% des Américains interrogés déclarent que le *Tea Party* a été un facteur de mobilisation pour eux et qu'ils se sentent proches des préoccupations du mouvement. Environ 140 candidats républicains bénéficiaient des soutiens du mouvement et une quarantaine d'entre eux ont été élus. Quelques-unes des campagnes les plus réussies (comme Marco Rubio en Floride, Rand Paul dans le Kentucky) se revendiquaient de la mouvance.

Toutefois, l'élection a également révélé les faiblesses intrinsèques à la coalition hétérogène du *Tea Party*. Dès le lendemain, l'*establishment* républicain se plaint de ce que la mouvance, en soutenant pendant les primaires des candidats radicaux et/ou excentriques, leur aurait coûté deux ou trois sièges au Sénat⁶ et donc la majorité au Congrès.

LA CONTESTATION DE CLASSE (2011-2012) – OCCUPY, LES 99% ET LA LUTTE SYNDICALE

Après les mouvements de balancier de 2006-2008 (démocrate) puis 2009-2010 (*Tea Party*-républicain), l'Amérique connaît en 2011-2012 un nouveau sursaut contestataire, provenant cette fois de la gauche de l'échiquier politique et social.

Gouverneurs et syndicats s'affrontent

Face à la crise, de nombreux Etats américains se sont rapidement trouvés en grande difficulté financière, au bord de la faillite pour certains. En réponse, les gouverneurs de plusieurs Etats, en particuliers ceux élus par la vague *Tea Party* de 2010, ont fait des choix budgétaires controversés : réduction des programmes sociaux, diminution des compensations financières et avantages des employés de la fonction publique de l'Etat (santé, salaires, retraites) et parfois même retrait des droits de négociation collective de leurs syndicats, y compris le droit de grève et la capacité à s'organiser pour peser électoralement.

Le 14 février 2011, le gouverneur du Wisconsin Scott Walker introduit un projet de loi, le *Wisconsin Act 10*, destiné à combler une partie du déficit de 3,6 milliards de dollars de l'Etat grâce à un plan d'austérité visant les syndicats et les employés du secteur public. Le projet est immédiatement et vigoureusement combattu par les syndicats et l'opposition démocrate qui organisent des manifestations massives, rassemblant jusqu'à 100 000 personnes et incluant l'occupation du Capitole de l'Etat du Wisconsin à Madison pendant plus de deux semaines. Les 14 sénateurs démocrates de l'Etat se réfugient même dans l'Illinois, dans l'espoir de bloquer les procédures parlementaires mais la loi est tout de même adoptée le 11 mars 2011.

D'autres Etats (Indiana, Ohio, New York, New Jersey, Connecticut) emboîtent le pas du Wisconsin. Mais là encore les réactions populaires sont souvent féroces⁷. Dans l'Ohio, la loi du gouverneur John Kasich, plus restrictive encore que celle adoptée dans le Wisconsin – puisqu'elle retire même aux syndicats de policiers et de pompiers leurs droits de négociation – est abrogée par référendum (62-38) en novembre 2011.

Fin 2011, le combat contre la loi de Scott Walker dans le Wisconsin prend une tournure inhabituelle. Ayant perdu le combat législatif, les syndicats et leurs soutiens réussissent à engager une procédure de rappel (*recall*) qui vise à renverser le gouverneur et plusieurs autres élus de l'Etat à mi-chemin de

Etats-Unis : la pression des contestations populaires

leur mandat⁸. Les manifestants rassemblent plus de 900 000 signatures (quand il leur en fallait seulement 540 000), soit près de 23% de l'électorat de l'Etat, et forcent le nouveau gouverneur à repartir en campagne.

Toutefois, la mobilisation syndicale du Wisconsin qui avait enthousiasmé toute la gauche américaine connaît un coup d'arrêt violent le 5 juin 2012, date du vote de rappel (*recall*) : le gouverneur Scott Walker, ainsi que la plupart de ses collègues, est réélu triomphalement. S'appuyant sur de très fortes contributions financières (il lève 8 fois plus d'argent que son opposant démocrate, Tom Barrett, 66% de ces fonds provenant de l'extérieur de l'Etat⁹), Scott Walker a réussi à incarner la responsabilité démocratique et le courage face aux intérêts corporatistes du *Big Labour* (syndicats et autres mouvements de travailleurs), renouant avec le thème populiste du représentant du peuple en lutte avec les intérêts de niche. Syndicats et progressistes essuient une lourde défaite.

Fin 2011, la gauche de la gauche américaine se rebelle à son tour sous un label populiste

Sous la triple influence de la crise économique et sociale que traversent les Etats-Unis, la victoire des Républicains aux élections de mi-mandat de 2010 et les blocages politiques qui en ont résulté, la gauche américaine se réveille courant 2011 et choisit la voie de la contestation de rue. Inspiré par les « printemps arabes » tunisiens et égyptiens et par les manifestations de masse en Europe (Grèce, Espagne), un petit groupe de manifestants s'installe en septembre 2011 dans le parc Zuccotti du quartier financier de Wall Street, au Sud de Manhattan, choisissant de camper au cœur du système, d'« occuper Wall Street » pour devenir visibles et forcer le gouvernement à écouter leurs plaintes. Les manifestations gagnent ensuite de grandes villes américaines – Los Angeles, Chicago, Atlanta, Boston, San Francisco, Seattle et Oakland –, des dizaines de petites villes, ainsi que de nombreux campus universitaires. Entre octobre et novembre 2011, Occupy semble emprunter le

Les carnets du CAP

chemin tracé en 2009-2010 par le *Tea Party* : multiplication des événements, attention redoublée des médias, obsession du monde politique pour le phénomène¹⁰.

Les manifestants du mouvement *Occupy* sont un rassemblement éclectique d'activistes issus de diverses tendances de la gauche réactionnaire – anticapitaliste, anarchiste, altermondialiste, anti-consumériste – et d'une jeunesse frustrée et angoissée par son avenir professionnel, prônant la désobéissance civile et virtuelle.

Si leurs revendications politiques ne sont pas très structurées, les militants *Occupy* s'insurgent contre les inégalités sociales, la cupidité des multinationales (en particulier les banques, les assureurs, les sociétés immobilières) et l'influence des puissances d'argent sur le processus démocratique¹¹.

Leur cri de ralliement a un impact médiatique et sociétal majeur : « nous sommes les 99% », représentant, dans le schéma populiste le plus évident, l'opposition entre « nous », le peuple, en souffrance et négligé, et « eux », les élites, politiques et économiques, qui décident de tout sans consultations. C'est la même dichotomie que l'on retrouve dans les rhétoriques du *Tea Party*, mais elle prend chez *Occupy* des aspects de lutte des classes, opposant les riches patrons et possédants (*haves*) à la classe ouvrière et salariée (*havenots*).

UNE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AU DIAPASON DES CONTESTATIONS

Alors que Mitt Romney vient de remporter la course aux primaires du parti républicain (en dépassant la barre symbolique des 1144 délégués), le mouvement *Tea Party* semble mourant : l'ancien gouverneur du Massachusetts n'est pas un ultra-conservateur tandis que la candidate estampillée *Tea party* (Michelle Bachmann) a été balayée dès le début de la course. Dans le même temps, les manifestations *Occupy*, démantelées pour la

Etats-Unis : la pression des contestations populaires

plupart, ont quasiment disparu du champ de vision médiatique. A la veille de l'élection présidentielle américaine, que reste-t-il des contestations qui ont secoué l'Amérique au cours du premier mandat de Barack Obama ? Quelles lignes politiques se dessinent à quelques mois de l'élection présidentielle ?

Le renforcement de la base conservatrice du G.O.P.

Dès janvier 2011, le groupe parlementaire *Tea Party Caucus*¹², fort de 60 membres, milite pour des gestes symboliques, tels que la lecture publique par les députés de la Chambre du texte de la Constitution ou le vote de l'abrogation de la loi de réforme du système de santé (sans effets). Reflet de leur rigorisme idéologique, la plupart signent le « *Taxpayer Protection Pledge* » de Grover Norquist, texte qui les engage à ne jamais augmenter les impôts. Le groupe se positionne ensuite sur la réforme du fonctionnement législatif et sur le relèvement du plafond de la dette et parviennent ainsi à forcer une réduction drastique des dépenses publiques dans le compromis final établi avec le président Obama¹³. De manière générale, depuis leur arrivée au pouvoir, les élus *Tea Party* travaillent à l'avancement de leur projet économique d'austérité et promeuvent une ligne libertarienne et/ou conservatrice.

Au sein du parti républicain, les élus modérés sont en passe de disparaître

Incarnant une alternative idéologique et poussant le parti républicain, sans *leader* et sans direction depuis son échec de 2008, à se réinventer, les activistes du *Tea Party* ont offert un nouveau souffle politique à la droite américaine. Mais l'influence du mouvement oblige le parti républicain à maintenir son cap à droite. Dans nombre de primaires républicaines en 2012, comme en 2010, des candidats de l'insurrection droitière s'érigent contre les candidats du parti, les accusant d'être des RINO (*Republicans in Name Only*), qui galvauderaient leur parti et leurs valeurs en menant des politiques faussement à droite. Les élus modérés, attachés au bipartisme, font face à un

Les carnets du CAP

dilemme : soit ils radicalisent leur discours et leurs actions, soit ils courent le risque d'une primaire serrée, les opposant à un candidat *Tea Party*.

Au nombre des victimes des primaires de cette année, on peut noter Richard Lugar, figure républicaine éminente (et âgée, 80 ans) du bipartisme au Sénat sur les affaires de politique étrangère et battu aux primaires par Richard Mourdock, trésorier de l'Etat de l'Indiana, soutenu par le *Tea Party*. Autre symbole de la disparition de l'aile modérée du parti républicain, la sénatrice républicaine centriste du Maine, Olympia Snowe, a annoncé qu'elle ne se représenterait pas à sa réélection en novembre 2012, dénonçant la disparition du centre, les dysfonctionnements et la polarisation politique qui affligent le Congrès¹⁴.

Les primaires républicaines de 2011-2012 ont elles-mêmes reflété l'insurrection droitère. Une série de candidats ont connu de rapides heures de gloire (Michelle Bachmann, Rick Perry, Herman Cain, Newt Gingrich, Rick Santorum) pour avoir incarné, à un moment ou à un autre et sous différentes modalités (le « vrai » conservatisme, les valeurs morales, la valeur travail, le *leadership*), des modèles anti-Romney donc anti-modération. Toutefois, le système privilégiant les candidats bénéficiant de larges appuis financiers et d'un appareil de campagne efficace, Mitt Romney s'est imposé mais devra nécessairement composer avec la frange conservatrice de son parti.

Le mouvement d'insurrection à gauche n'a pas réussi à prendre l'ampleur du *Tea Party*

En quelques mois, le mouvement *Occupy* s'est essoufflé. Il n'a jamais réussi à s'organiser pour faire émerger des porte-voix charismatiques ou lever des fonds substantiels. Malgré quelques tentatives de récupération politique¹⁵, les Démocrates ne se sont jamais réellement saisis du mouvement. Refusant d'en assumer les vues extrêmes (anticapitalisme, altermondialisme) et inquiets de voir le parti démocrate céder à ses franges radicales comme le G.O.P. avec le *Tea Party*, les Démocrates se sont contentés

Etats-Unis : la pression des contestations populaires

d'acquiescer de loin aux revendications consensuelles d'égalité et de justice sociale. A ce stade, le seul espoir de visibilité du mouvement *Occupy* dans les prochains mois réside dans une manifestation en marge de la Convention Nationale Démocrate à Charlotte, en Caroline du Nord.

Si le mouvement *Occupy* n'aura vraisemblablement aucune conséquence électorale, les revendications exprimées par les manifestants se reflètent dans le discours politique actuel. De la même manière que le *Tea Party* a popularisé l'idée d'austérité économique, *Occupy* et les syndicats ont amené le thème de la justice sociale au cœur de la politique américaine. A ce titre, il faut noter que même la droite a été affectée par la prévalence de ces thèmes de gauche. Le slogan des « 99% » est repris avec force par les deux camps. Fin janvier 2012, le candidat Newt Gingrich attaque ainsi Mitt Romney sur ses activités à la tête du fonds d'investissement *Bain Capital*, ces « gens riches qui réfléchissent aux moyens légaux et intelligents de piller une entreprise », ce qui a probablement contribué à sa victoire dans la primaire de Caroline du Sud peu après.

L'état d'insurrection a conduit à une polarisation extrême de la vie politique américaine

Avec la traduction du mouvement *Tea Party* en représentation électorale depuis 2010 et l'activation d'un discours populiste des deux côtés, le Congrès est plus divisé que jamais. L'arrivée au Congrès de nouveaux élus, moins expérimentés et plus rigoristes que leurs prédécesseurs rend le compromis bipartisan de plus en plus difficile à atteindre¹⁶. De même, se heurtant à des fins de non-recevoir systématiques et peu soutenu par le *leadership* démocrate, le président Obama, qui avait pourtant promis en 2008 de travailler avec les Républicains, semble avoir changé d'état d'esprit et avoir raidi ses positions.

Aujourd'hui, la polarisation au Congrès frôle les 100%, c'est-à-dire que Républicains et Démocrates votent systématiquement sur la ligne de leur parti. Le *Pew Research Center* estime d'ailleurs que

Les carnets du CAP

cette évolution affecte toute la société américaine qui n'a jamais été aussi polarisée depuis 25 ans : diminution constante du nombre de républicains modérés et augmentation du nombre de démocrates *liberal*, divisions croissantes sur la question du rôle de l'Etat dans l'économie, grandes divergences de vues sur la famille et le mariage. Le premier déterminant des valeurs d'un Américain aujourd'hui est son appartenance politique (républicain, démocrate) devant son origine ethnique, son niveau d'éducation, son sexe, son âge, son appartenance religieuse ou sa classe sociale¹⁷.

Dans un système d'éclatement du pouvoir politique tel que le système américain, l'impossibilité d'atteindre des compromis place le pouvoir fédéral dans un état de *gridlock* (impasse), qui le rend tout à fait ingouvernable. Cette inefficacité renforce les frustrations populaires et le rejet des élites politiques : les taux d'approbation des pouvoirs fédéraux sont très bas, moins de 12% pour le Congrès et 48% pour le président (en comparaison, George W. Bush avait un taux d'approbation de 54% avant sa réélection en 2004, Bill Clinton 52% en 1996 et Reagan 54% en 1984). Les *Super PAC*, ces instruments de levée de fonds qui permettent à une toute petite élite d'individus très riches d'orienter l'élection dans le sens qu'ils le souhaitent (en faisant survivre des campagnes en perte de vitesse, en arrosant de publicités politiques les télévisions locales) renforcent le sentiment de dépossession des Américains à l'égard des élections et des orientations politiques qui vont en découler.

PERSPECTIVES

De l'état de révolte contestataire qui a animé le premier mandat du président Obama, il est possible de retenir les enseignements suivants :

1 : L'état de blocage dans lequel est plongé le Congrès rend très difficile la prise de décision nécessaire pour réformer l'économie américaine et combler la dette. De plus, le résultat de

Etats-Unis : la pression des contestations populaires

l'élection présidentielle sera probablement serré avec les deux chambres du Congrès pouvant garder leurs orientations actuelles. Si le président n'est pas de la même couleur politique que les deux chambres du Congrès, cela limitera les capacités d'action du gouvernement américain.

2 : Pour beaucoup d'analystes, l'affrontement entre Scott Walker et les syndicats dans le Wisconsin a laissé entrevoir les forces qui allaient être à l'œuvre pour la campagne présidentielle : mobilisation de terrain et levée de fonds. L'enseignement qui en a été tiré est que les efforts organisationnels déployés par la gauche n'ont pas suffi face aux sommes gigantesques levées par le camp Walker.

3 : Le paradoxe de ces quatre dernières années de contestation populaire est que les deux candidats à l'élection présidentielle, Barack Obama et Mitt Romney, sont tous deux historiquement représentatifs d'une certaine forme de centrisme et de modération. Mais la force des dynamiques contestataires, malgré leur essoufflement récent, obligent les deux candidats à se repositionner sur leurs bases :

- Confronté à la grogne sociale et aux frustrations de l'électorat face à un système bloqué, Barack Obama ne peut plus se présenter à sa réélection sur la base du discours rassembleur de 2008. A l'inverse, comme George W. Bush l'a fait pour sa réélection en 2004, le président se concentre sur sa base, telle que le démontre l'annonce début mai 2012 de son soutien au mariage gay, pour une victoire serrée sur son adversaire.

- Mitt Romney et le parti républicain vont avoir bien du mal à établir une ligne politique pour cette élection. Pris au piège du *Tea Party* et de grands *Super PAC* ultra-conservateurs, le candidat ne peut faire campagne sur son bilan personnel (modération, réformisme) et doit se contenter d'une campagne référendum contre le président.

4 : Les deux principaux mouvements de contestations nationaux *Tea Party* et *Occupy/99%* connaissent des destins

Les carnets du CAP

bien différents. Le premier a été récupéré par le parti républicain, ce qui a contribué à faire exister plus longtemps ses revendications à travers l'élection de dirigeants *Tea Party* mais a également étouffé un peu son énergie de rue. Le second n'est pas parvenu à faire émerger de leader populaire et n'a pas été repris par le parti démocrate. *Occupy/99%* est donc voué à disparaître mais l'énergie contestataire de gauche, pour le moment insatisfaite, pourra émerger de nouveau en cas de rechute de l'économie américaine. Cela étant, à l'approche de l'élection présidentielle, l'énergie populiste est vivace des deux côtés : la droite conservatrice entend bien gagner et la gauche progressiste veut faire barrage aux conservateurs. Cet état de fait est annonciateur d'une guerre de tranchées politiques, jusqu'à l'élection, voire au-delà.

Notes :

1. Le nouveau président se pose en rassembleur, adopte un discours post-partisan en interne et cherche à rétablir l'image de l'Amérique à l'international, auprès de ses alliés et du monde musulman (discours du Caire, juin 2009 ; cf. P. Thénard, « Le président Obama et l'Islam », *Les carnets du CAP*, n°11, été-automne 2009, pp.133-149).

2. Pour certains, le « TEA » de *Tea Party* signifie « Tax Enough Already » (« Les impôts, ça suffit ! »).

3. Le 12 septembre 2009, des dizaines de milliers de personnes se rassemblent au pied du Capitole pour une « Marche du Contribuable ». En août 2010, le *meeting* « Restaurer l'honneur » organisé par l'animateur ultra-conservateur Glenn Beck rassemble près de 100 000 personnes.

4. Sur le *Tea Party* et le populisme, voir Aurélie Godet, *Le Tea Party, Portrait d'une Amérique désorientée*, Vendémiaire, 2012, p.51-55.

5. Theda Skocpol et Vanessa Williamson, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*, Oxford University Press, 2011.

6. Deux candidates ont été attaquées *a posteriori* pour leur incapacité à triompher dans des circonscriptions jugées « gagnables » : la

Etats-Unis : la pression des contestations populaires

chrétienne ultra-conservatrice Christine O'Donnell, dans le Delaware et Sharron Angle, dans le Nevada, qui a laissé échapper la possibilité de battre le chef de la majorité démocrate au Sénat Harry Reid.

7. Dans l'Etat de New York, le gouverneur Andrew Cuomo a, lui, réussi à conclure un accord avec les syndicats de la fonction publique afin d'éviter des coupes drastiques de personnel. Victoire similaire pour le gouverneur Chris Christie dans le New Jersey.

8. Le *recall*, procédure de démocratie directe prise par les Américains, est en vigueur dans 19 Etats américains. Il permet d'obliger un élu à se soumettre de nouveau au vote populaire si un nombre suffisant de signatures a été rassemblé (les modalités varient selon les Etats). A ce jour, seuls deux gouverneurs ont été « rappelés », en Dakota du nord en 1921 et en Californie en 2003 – ce qui a amené Arnold Schwarzenegger au poste de gouverneur.

9. D'après *Mother Jones*, 5 juin 2012.

10. Le mouvement *Occupy* fait même des émules au Canada, en Australie, en Amérique latine (Argentine, Brésil, Mexique) et en Europe (Italie, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Suède...). Il entre en résonance avec le mouvement des Indignés déjà présent en Espagne, Portugal, France.

11. La décision de la *Cour Suprême Citizens United vs. Federal Election Commission* (2010), qui lève toute limite sur les dépenses politiques des entités privées indépendantes (corporations, syndicats) et a ouvert la voie à la création des Super PAC (*Political Action Committee*), est souvent désignée coupable d'avoir dérégulé le système démocratique.

12. Tous les élus « *Tea Party* » ne font pas partie de ce Caucus qui, néanmoins, en rassemble une majorité.

13. Aurélie Godet, *op.cit.*, p.29-34.

Les carnets du CAP

14. Olympia Snowe, « Why I'm leaving the Senate », *Washington Post*, 1er mars 2012.

15. Le comité démocrate de campagne pour le Congrès, l'instrument de levée de fonds du parti pour la Chambre, a fait circuler une pétition appelant 100 000 militants du parti à déclarer « je soutiens les manifestations *Occupy Wall Street* ». (« Democrats Try Wary Embrace of the Protests », *New York Times*, 10 octobre 2011).

16. *Politico* estime qu'après les élections, il pourrait y avoir près de 155 membres du Congrès avec moins de quatre années d'expérience parlementaire, ce qui apporte des idées neuves et du dynamisme mais rend plus difficile le compromis (« More newbies to take the hill », *Politico*, 11 juin 2012).

17. *Pew Research Center for the People & the Press*, « Partisan Polarization Surges in Bush, Obama Years, Trends in American Values: 1987-2012 », 4 juin 2012.